



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

**F**

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

## Trente-huitième session

**Georgetown (Guyana), 11-13 et 18-21 mars 2024**

### **Déclaration de la Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)**

*Monsieur le Président de la République coopérative du Guyana, Mohamed Irfaan Ali,  
Monsieur le Directeur général de la FAO, Qu Dongyu,  
Mesdames et Messieurs les ministres, chers collègues, Mesdames, Messieurs,*

1. En ma qualité de Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), je suis honorée de m'adresser à vous aujourd'hui, en cette importante occasion: la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
2. J'aimerais exprimer mes sincères remerciements au pays hôte, la République coopérative du Guyana, et à tous les organisateurs pour les efforts méticuleux qu'ils ont consentis afin d'accueillir cette réunion majeure.
3. J'aimerais également exprimer ma gratitude au Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, pour cette invitation et le privilège qui m'est accordé d'échanger avec vous sur la nature multidimensionnelle de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
4. Créé il y a 50 ans, le CSA constitue une plateforme de coordination intergouvernementale et un comité permanent du Conseil de la FAO. Il compte actuellement 141 membres; à la suite de réformes menées en 2009, sont également représentés en son sein la société civile, les peuples autochtones, le secteur privé et les institutions financières internationales, entre autres. Le CSA facilite la collaboration entre de multiples parties prenantes et la convergence des politiques à l'échelle mondiale à l'appui de la concrétisation progressive du droit à l'alimentation dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.
5. Face à des défis multiples, le CSA remplit trois rôles stratégiques. Tout d'abord, il fournit aux pays et aux régions des orientations sur les politiques à adopter, en synthétisant les données scientifiques produites par son Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) afin de préparer et de faciliter un accord multilatéral concernant les recommandations et les orientations sur les politiques à mener. Deuxièmement, en tant que plateforme de collaboration, le CSA facilite la coordination stratégique entre les trois organismes des

*Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*

Nations Unies ayant leur siège à Rome (FAO, Programme alimentaire mondial [PAM] et Fonds international de développement agricole [FIDA]) et au-delà, en favorisant les synergies, l'optimisation des ressources et la participation de parties prenantes multiples dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Enfin, le CSA constitue une plateforme dynamique d'échange de connaissances, et à ce titre il encourage le dialogue au sujet de l'action menée à l'échelle régionale et nationale, permettant aux pays membres de bénéficier d'orientations en matière de politiques et de bonnes pratiques adaptées à leurs besoins.

6. Conformément à ces rôles, d'importantes activités ont été menées dans l'ensemble de la région pour mettre en œuvre les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition, qui contiennent des recommandations concernant les politiques et les mécanismes institutionnels qu'il convient de mettre en place pour combattre la malnutrition sous toutes ses formes.

7. L'une des directives recommande aux gouvernements de promouvoir le recours à des systèmes d'étiquettes frontales fondées sur des données probantes au bénéfice des consommateurs. L'application des directives au moyen de dispositifs réglementaires s'est révélée être un moyen efficace de réduire la consommation d'aliments hautement transformés riches en nutriments problématiques pour la santé.

8. À cet égard, je me réjouis de ce que dix pays de la région Amérique latine et Caraïbes aient adopté des lois ou des règlements concernant les étiquettes frontales. En 2022, six pays appliquaient de telles lois ou de tels règlements (Argentine, Chili, Équateur, Mexique, Pérou et Uruguay) et quatre autres étaient en voie de le faire (État plurinational de Bolivie, Brésil, Colombie et République bolivarienne du Venezuela). Ces initiatives montrent que l'utilisation, dans la région, d'étiquettes frontales présentant un avertissement sous forme d'octogone a permis d'accomplir des progrès en matière de compréhension, de connaissances, d'évaluation, d'utilisation, de reformulation et de réduction des intentions d'achat de produits riches en nutriments problématiques, sans nuire à l'économie ni aux revenus des acteurs du secteur alimentaire.

9. Je tiens également à saluer la détermination du Parlement latino-américain et caribéen à mettre en œuvre les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (Principes CSA-IRA). La déclaration invitant à soutenir un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires en réponse à la crise de la covid-19, qu'il a adoptée en 2020, a ouvert la voie à l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités nationales à l'intention de parlementaires de l'ensemble de la région et à la préparation d'un guide pratique à l'usage des parlementaires. Ces initiatives peuvent contribuer à la création d'«environnements porteurs» associant fiabilité, cohérence et transparence dans tous les domaines liés à l'investissement dans les systèmes agricoles et alimentaires.

10. Prenons maintenant un exemple qui met en évidence le rôle des milieux universitaires. L'Université polytechnique de Madrid a mis en place un réseau international consacré à la mise en œuvre des Principes CSA-IRA, qui contribue au renforcement des capacités visant à créer des conditions favorables au commerce, qui permettent de faire en sorte que la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition figure au premier plan des investissements publics et privés. Ce réseau comprend plus de 35 universités et 34 entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes. Il a permis d'organiser deux programmes d'apprentissage consacrés aux Principes CSA-IRA à l'intention des universitaires et du secteur privé, auxquels ont participé 130 personnes venues de 12 pays de la région; une troisième édition est prévue en 2024. Le nombre de professeurs dans la région qui reçoivent une formation au sujet des Principes CSA-IRA et d'universités qui intègrent les Principes dans leurs programmes pédagogiques croît de jour en jour.

11. Au-delà de ces exemples concrets, le CSA fournit un large éventail d'orientations et de recommandations sur les politiques à mener censées à la fois être utiles et applicables du point de vue des décideurs et répondre aux besoins des exécutants. Celles-ci couvrent des questions très diverses liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, telles que la gouvernance foncière, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, le rattachement des petits exploitants aux marchés, les moyens d'assurer la sécurité alimentaire dans les contextes de crise prolongée, et bien d'autres.

12. Comme je l'ai souligné au début de mon allocution, le CSA constitue pour les pays membres une ressource et un puissant allié aux fins de la bonne mise en œuvre des politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le Comité reste fermement engagé à accompagner les responsables de l'élaboration des politiques que vous êtes, et à œuvrer avec les parties prenantes régionales et nationales à l'élaboration de politiques et de stratégies globales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. La collaboration des organismes ayant leur siège à Rome s'étend à la diffusion des outils de politique générale du CSA aux niveaux régional et national. À cet égard, la FAO, le PAM et le FIDA apportent un soutien considérable, aux plans financier, technique et stratégique, au programme de travail du CSA.

13. Dans cet esprit de coopération, je prie instamment tous les membres à prendre une part active dans la mise en œuvre des recommandations formulées par notre Comité, en les traduisant en stratégies nationales – ensemble, nous pouvons aller de l'avant afin d'atteindre nos objectifs communs.

14. J'enjoins chaleureusement tous les pays qui ne sont pas encore membres du CSA à rejoindre notre famille. Votre participation et votre contribution actives sont essentielles pour nourrir le dialogue mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Alors que nous nous efforçons d'intensifier nos progrès, j'encourage les ministres à participer activement au segment de haut niveau de la 52<sup>e</sup> session plénière du CSA qui se tiendra prochainement, au moins d'octobre. Dans ce cadre, nous aurons l'occasion de faire avancer collectivement les débats, de partager les enseignements tirés de nos expériences respectives et de définir les priorités à suivre dans nos politiques en vue de contribuer à l'effort mondial visant à établir une sécurité alimentaire durable.

15. Pour conclure, je souhaite exprimer ma gratitude à l'égard de tous les participants, intervenants et organisateurs pour leurs précieuses contributions. Favorisons une collaboration continue et renforçons notre engagement en faveur de la réalisation de l'objectif régional et mondial qu'est l'élimination de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition.

16. Je vous remercie pour votre engagement et votre soutien.